



MANIFESTE POUR UN AVENIR PRODUCTIF ET SOUVERAIN

Un appel pour replacer la croissance, le travail et la production au coeur de l'avenir français

Un cataclysme économique se serait abattu sur la France. Une surprise ?

Pas vraiment, en 2024, compte tenu de son déficit public de 5,5 % du PIB, la France avait reçu un rappel à l'ordre de l'UE et devait s'engager dans des réformes structurelles afin de revenir dans le cadre du pacte budgétaire européen. En janvier 2025, le Conseil de l'UE a fixé une trajectoire stricte de réduction de la dépense jusqu'en 2029.

C'est vrai que le chiffre brut ramené à la taille de la population est astronomique. La dette publique atteint environ 3 345 milliards d'euros au premier trimestre 2025, soit plus de 1 100 milliards supplémentaires depuis la fin 2017 sous la même présidence.

L'UE n'est pas la seule à adresser des avertissements à la France puisque vendredi 12 septembre 2025, l'agence de notation Fitch a dégradé la France de AA- à A+. Ce déclassement vient après celui de Standard & Poor's en mai 2024. Le risque est bien réel d'emprunter à des taux supérieurs au rythme de croissance, ce qui serait la double peine.

Comme un message annonciateur d'une pluie de grenouilles, certains spécialistes économiques répètent à l'unisson que la dette publique serait devenue insoutenable



et que la mise sous contrôle extérieur ne serait plus très loin. L'absence de pédagogie autour du mot dette participe à la confusion et empêche d'en comprendre le véritable mécanisme.

La dette, c'est une obligation financière, une somme due par un débiteur à un créancier.

L'État, fort de ses ressources et de son patrimoine, offre toutes les garanties pour emprunter de l'argent sur les marchés internationaux, qui en contrepartie prêtent en échange d'intérêts. La dette est donc un moyen de se financer pour amortir les crises, financer les infrastructures ou investir dans l'avenir.

Alors si la dette est vertueuse, pourquoi en faire un épouvantail au service d'une programmation budgétaire au parfum d'austérité ? Parce que derrière l'argument comptable, il y a des règles de fonctionnement au niveau européen. Par les

traités, nous sommes tenus de ramener le déficit sous les 3 % du PIB et la dette vers 60 %, ce qui pousse mécaniquement les gouvernements à couper dans la dépense publique, y compris l'investissement qui pourrait préparer la croissance et donc alléger le poids de la dette demain.

Pour demander une nouvelle fois des efforts aux Français, faut-il encore leur proposer un modèle qui conduise ailleurs que dans l'impasse budgétaire comme c'est le cas chaque année, ou qui dégrade leurs conditions de vie ? Contrairement aux idées reçues, la dette qui est levée ne sert pas qu'à financer le modèle social français.

Cette dette découle de choix politiques qui, à défaut de pouvoir être financés par une activité économique suffisante, sont couverts par l'endettement. Certaines aides publiques, non conditionnées, ont permis à des groupes de maintenir la

distribution de dividendes, comme l'a relevé l'enquête de la commission des finances de l'Assemblée nationale.

Ce même rapport met aussi en évidence les conditions de souscription aux emprunts d'État, dont les intérêts quittent le territoire par dizaines de milliards chaque année, sans jamais avoir participé au flux économique national. L'équivalent du coût annuel de la dette, environ 59 milliards, est supérieur aux économies recherchées dans le projet de budget 2026. Ces sommes pourraient rester dans l'économie française si l'emprunt était majoritairement souscrit par les épargnants, comme c'est le cas au Japon ou en Italie. Aujourd'hui, le flux suit un circuit court, allant de l'impôt au remboursement de la dette en direction de la finance mondialisée. Chaque euro prélevé dans ce but est un euro qui ne finance plus le pouvoir d'achat ni l'investissement public.

À cela s'ajoutent d'autres fuites. L'évasion fiscale est évaluée entre 85 et 100 milliards par an. L'optimisation fiscale des multinationales prive l'État de 50 à 60 milliards de recettes chaque année. Ces montants viennent s'ajouter

aux intérêts versés à l'étranger et représentent autant de ressources perdues pour le financement de la croissance.

Tous ces points de fuite de capitaux affaiblissent la demande intérieure, ralentissent la croissance et finissent par alourdir le poids de la dette. C'est un cercle vicieux qui fragilise notre souveraineté et donne aux marchés financiers un pouvoir de contrainte sur les choix démocratiques.

Le projet de loi de finances est avant tout un projet politique. La dette n'est pas un motif, c'est un outil vertueux, dès lors qu'on organise son usage intelligemment.

À FO, nous affirmons qu'il n'y a aucune autre urgence que d'investir dans l'industrie, l'énergie, l'éducation, etc. et de reléguer la question de l'austérité au second plan. La France est l'un des deux principaux contributeurs nets au budget de l'Union européenne pour un ordre de grandeur d'environ 10 milliards par an. Elle a toute légitimité pour exiger des règles budgétaires qui protègent l'investissement public et renforcent la capacité de création de revenu. Le rapport de force doit se jouer à Bruxelles, et non contre les

Français.

Le bon sens l'emporte au point qu'il faille parfois le rappeler. Nous affirmons que la meilleure garantie de remboursement de la dette, c'est la croissance. Les emplois de demain feront les impôts d'après-demain.

Nous refusons la logique qui fait de l'austérité un horizon indépassable. Nous choisissons le travail, la production et l'innovation comme moteurs de notre avenir. Nous savons que chaque emploi créé et chaque usine ouverte sont des recettes fiscales futures, et que chaque euro investi est un gain de souveraineté.

Le 18 septembre, nous marcherons pour dire que la dette n'est pas une chaîne, mais un moyen. Pour dire que la France a besoin de croissance, de production et de justice sociale et non de coupes aveugles ou d'intentions dissimulées. Pour dire que l'avenir ne se réduit pas à rassurer les marchés mais à donner du travail, du revenu et de la fierté à celles et ceux qui font tourner ce pays. C'est en construisant l'économie de demain que nous rembourserons la dette d'aujourd'hui et non l'inverse.



Notre industrie, nos emplois